

**TRAVAUX DE RETRAIT D'AMIANTE ET D'INTERVENTION SUR MATERIAUX AMIANTÉS,
FCR ET PLOMB EN MILIEU CONVENTIONNEL**

**Référence : DAPS_S2MN_LFM_CDC_B21-01140
LOT C3**

ANNEXE n°5 : Centre CEA Marcoule

Ce document présente les conditions d'exécution spécifiques au centre de Marcoule.

SOMMAIRE

1 ANNEXE N°6 : CENTRE CEA MARCOULE.....	3
1.1 DOCUMENTS DE REFERENCE	3
1.2 CEA MARCOULE.....	4
1.2.1 Présentation du CEA Marcoule	4
1.2.2 Accès aux Sites.....	4
1.2.3 Horaires des prestations et fermeture des Sites.....	5
1.2.4 Confidentialité.....	6
1.3 EXIGENCES QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT	6
1.3.1 Spécification Qualité	6
1.3.2 Organisation	6
1.3.3 Spécifications Sécurité	6
a) Risques et contraintes spécifiques (au CEA MARCOULE)	6
b) Equipements de Protection des Voies Respiratoires Filtrants	7
c) Surveillance médicale et suivi d'exposition	7
d) Accueils sécurité et formations	8
e) Plan de Prévention (PdP CEA, PPS Orano)	8
f) Autorisation d'Intervention (AI)	8
g) Visites de chantiers	8
h) Air respirable	8
i) Contraintes dues à l'exploitation des installations	8
j) Exercice sécurité FLS	9
k) Incident, accident, interventions d'urgence	9
1.3.4 Spécifications Environnementales.....	9
1.4 DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX AMIANTES, FCR ET PLOMB	9
1.4.1 Dispositions communes.....	9
a) Personnels et formations	9
b) Balisage et zones de chantier	9
c) Périodes et durées d'interventions	9
d) Point d'arrêt avec information du CEA :	9
e) Visite FLS préalable au commencement des travaux	10
1.4.2 Dispositions spécifiques aux travaux de SS3.....	10
a) PRE type	10
b) Lecture préalable	10
c) Autorisation de la Direction (pour les installations CEA)	10
d) Rapport de Fin d'Intervention (RFI) et documents requis en fin de travaux	11
1.4.3 Dispositions spécifiques aux travaux de SS4.....	11
a) Mode opératoire type	11
b) Lecture préalable	11
c) Information de la Direction (pour les installations CEA)	11
d) Documents requis en fin de travaux	11
1.4.4 Dispositions spécifiques aux travaux sur FCR	12
a) Documents	12
b) Lecture préalable	12
c) Information de la Direction (pour les installations CEA)	12
d) Documents requis en fin de travaux	12
1.4.5 Dispositions spécifiques aux travaux en présence de plomb	13
a) Documents	13
b) Lecture préalable	13
e) Documents requis en fin de travaux	13
1.5 SERVITUDES, MATERIELS	13
1.5.1 Eau et électricité	13
1.5.2 Prêt de matériel ou autorisation d'utilisation de matériel	13
1.6 EFFLUENTS.....	14
1.7 CONDITIONNEMENT ET EVACUATION DES DECHETS	14
1.7.1 Généralités.....	14
1.7.2 Déchets Industriels Banals (DIB)	14
1.7.3 Déchets Industriels Dangereux (DID), hors amiante et FCR et plomb	15
1.7.4 Déchets amiantés	15
1.7.5 Déchets FCR.....	16
1.7.1 Déchets contenant du Plomb	16
1.8 EXIGENCES COMPLEMENTAIRES SPECIFIQUES	16
1.9 ETENDUE ET LIMITES DE LA PRESTATION	16
1.9.1 Prestations et fournitures à la charge du Titulaire.....	16
1.9.2 Fournitures à la charge du CEA.....	17
1.10 ANNEXES	18
1.10.1 Annexe 1 : Liste des documents à utiliser par le Titulaire	18
1.10.2 Annexe 2 : Questionnaire d'identification des Aspects Environnementaux	19
1.10.3 Annexe 3 : Plan type d'une plan de retrait ou d'encapsulage (SS3 ou FCR).....	20
1.10.4 Annexe 4 : Plan type d'un mode opératoire (SS4 ou FCR ou plomb)	21
1.10.5 Annexe 5 : Bon de production de déchets dangereux	22
1.10.6 Annexe 6 : Bon de production de déchets dangereux amiantés	23
1.10.7 Annexe 7 : Expression de besoin de travaux amiante/FCR/plomb	24

1 ANNEXE N°6 : CENTRE CEA MARCOULE

1.1 DOCUMENTS DE REFERENCE

Le Titulaire doit respecter l'ensemble des exigences spécifiques au CEA (et leur équivalent chez Orano lorsque les travaux sont commandités par le CEA dans des installations opérées par Orano). Le tableau suivant présente les documents de référence applicables (liste non exhaustive) :

Documents CEA	Documents Orano
[1] Code du travail relatif à la prévention du risque amiante : quatrième partie, livre IV, chapitre 2, section 3 (art. R.4412-94 à R.4412-145)	Code du travail relatif à la prévention du risque amiante : quatrième partie, livre IV, chapitre 2, section 3 (art. R.4412-94 à R.4412-145)
[2] Code de sécurité Marcoule	Règles générales de sécurité d'établissement Orano PIERRELATTE (RGSE)
[3] Règlement applicable aux entreprises extérieures intervenant sur le centre de Marcoule, MAR/DIR/CSAE/ PR-SEC-105	INS MAR 080025501 « Règlement applicable aux entreprises extérieures intervenant sur le centre de Marcoule »
[4] Fiches d'Intervention Entreprise Extérieure, MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-013	INS MAR 09011353 « Fiches d'Intervention Entreprise Extérieure »
[5] Gestion de l'amiante et des FCR au CEA Marcoule, MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-016	INS MAR 07000297 « Sécurité concernant les opérations en présence d'amiante et de FCR »
[6] Gestion des repérages et diagnostics amiante et FCR, MAR/DIR/GPCS/PR-SEC-022	Procédure commune
[7] Travaux effectués par les entreprises extérieures sur les installations du CEA Marcoule, MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-006	INS MAR 08029398 « Plan de prévention »
[8] Utilisation de l'air respirable sur le site de Marcoule, MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-026	INS MAR 06 100045 « Air respirable »
[9] Règle de sécurité Anoxie – Asphyxie, MAR RS SEC 24	INS MAR 05 140132 « Règles de sécurité Anoxie – Asphyxie (Incendie/Explosion associé) »
[10] Travail en espace confiné, MAR/DIR/CSNSQ/GPCS/PR-SEC-038	
[11] Procédure d'autorisation sûreté applicable aux installations individuelles de l'INBS du Centre de Marcoule, MAR PR SUR-013	Procédure d'autorisation sûreté applicable aux installations individuelles de l'INBS du Centre de Marcoule, MAR PR SUR-013
[12] Autorisation sécurité conventionnelle, MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-030	
[13] Sensibilisation QSE au CEA Marcoule, MAR/DIR/PR-SMQ-025	
[14] Rejet des effluents inactifs aux égouts banal, DUSP/DIR/RP-009	INS MAR 08 022518 « Rejet d'effluents inactifs à l'égout banal »
[15] Règles générales de gestion des déchets sur le Centre de Marcoule, MAR/PR/ENV-002	INS MAR 08 022698 « Règles générales de gestion des déchets »
[16] Gestion des déchets industriels banals, DIR/VRH/PR-S2-153	INS MAR 07201048 « Gestion des déchets industriels banals »
[17] Gestion des déchets dangereux, MAR/DIR/PR-S2-151-00	INS MAR 07 201046 « Gestion des déchets industriels dangereux »
[18] Procédure pour l'évacuation de déchets amiantés conventionnels, MAR/PR/SEC-070	Procédure pour l'évacuation de déchets amiantés conventionnels, MAR/PR/SEC-070
[19] Règles de Transports des Marchandises Dangereuses non radioactives (RTMD), MAR-PR-TRA-030	Règles de Transports des Marchandises Dangereuses non radioactives (RTMD), MAR-PR-TRA-030
[20] Protocole de sécurité – Règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et déchargement de marchandises conventionnelles et dangereuses, MAR/DIR/CSNSQ/RS-SEC-017	
[21] Guide pour l'intégration des exigences environnementales dans le processus achat, DIR-UG/ACH-09	Guide pour l'intégration des exigences environnementales dans le processus achat, DIR-UG/ACH-09

[22] Dossier Amiante Marcoule (DAM) CEA Marcoule et Pierrelatte	Dossier Technique Amiante (DTA) Orano
[23] Identification des exigences applicables et vérification de leur respect, MAR PR SMQ 013	DIM MAR 06 100074 « Maîtriser les exigences légales et autres »
[24] Travaux exposant à l'amiante interdits à certains travailleurs : Articles D. 4153-17 et 18 (jeunes travailleurs) ; Article D. 4154-1 (travailleurs temporaires et travailleurs sous contrat à durée déterminée)	INS MAR 04 140130 « Règle sur les travaux interdits aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée et aux salariés sous contrat de travail temporaire. »

Les documents référencés ci-dessus sont accessibles sur le site internet du Code de Sécurité Marcoule (<http://www.codesecuritemarcoule.cea.fr>), à l'exception du document en référence [22], qui est consultable sur demande auprès du chargé d'affaire de l'intervention, du référent amiante centre ou et des acteurs sécurité des installations.

Le Titulaire adaptera son intervention aux évolutions réglementaires possibles en cours de marché. En particulier, il mettra à jour les documents nécessaires si des évolutions réglementaires l'exigent.

Lorsqu'elles ne sont pas précisées, les dispositions applicables aux opérations commanditées par le CEA dans des installations opérées par Orano sont précisées dans les documents applicables d'Orano.

1.2 CEA MARCOULE

1.2.1 Présentation du CEA Marcoule

Le CEA Marcoule est l'un des 9 centres de recherche du Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA). Créé en 1955, il est au cœur des enjeux énergétiques du XXI^{ème} siècle : durabilité des ressources, indépendance nationale et préservation de l'environnement. Ainsi, il constitue un centre de référence à la fois dans la gestion de ses anciennes installations et dans la préparation du nucléaire du futur. Ses recherches préparent le cycle du combustible (recyclage des matières, minimisation et gestion des déchets ultimes) des réacteurs nucléaires du futur. Le Centre regroupe les sites de Marcoule et de Pierrelatte.



1.2.2 Accès aux Sites

Site de Marcoule :

L'accès au Site de Marcoule nécessite la délivrance, par la Cellule Sécurité et Accueil Entreprises (CSAE), d'un titre d'accès, délivré dans le cadre de l'exécution d'un contrat avec le CEA sur une demande du responsable de l'entreprise validée et signée par une Personne Habilitée à Recevoir (PHR) du CEA. Pour chacun de ses salariés, le responsable de l'entreprise doit déposer à l'Accueil du Site, a minima 3 jours ouvrés, un dossier de demande d'accès tel que défini dans le document en référence [3].

Toute personne amenée à travailler sur le Centre de Marcoule doit avoir reçu une formation en matière de sécurité au travail et de protection de l'environnement, dite « Accueil Sécurité Centre Nouveaux Arrivants ». Cette formation

obligatoire, en mode commun CEA / Orano, d'une durée de validité de cinq ans, doit être effectuée dans le mois qui suit l'arrivée du salarié sur le Site. En fonction du planning des séances de formation et des places disponibles, l'Accueil peut au cas par cas reporter ce délai.

Les inscriptions sont réalisées par l'Accueil, les formations sont organisées à l'ICSM et encadrées par un prestataire en lien avec les unités de Sécurité du Travail du CEA et d'Orano.

Cette formation générique Site peut être complétée par une formation spécifique au niveau des installations (cf. 1.3.3 d).

Le restaurant d'entreprise du Site de Marcoule est accessible au personnel du Titulaire ou ses sous-traitants. Ceux-ci pourront se renseigner auprès du Service Accueil Entreprises pour connaître les modalités d'accès. Il est formellement interdit de manger dans les locaux hormis ceux réservés à la restauration.

Site de Pierrelatte :

Pour les interventions sur le Site de Pierrelatte, le Titulaire devra se procurer auprès du bureau des relations entreprise Orano les documents nécessaires pour les procédures d'accès sur le Site de Pierrelatte. Il devra notamment fournir, pour chaque salarié :

- Une demande individuelle d'autorisation d'accès ;
- Une attestation employeur ;
- Un justificatif de participation au stage FSA Tricastin (cf. ci-dessous) ;
- Deux photocopies de la pièce d'identité ;
- Une demande de laissez-passer de la sphère du nucléaire.

Le badge d'accès est délivré par le service sécurité après :

- Obtention de l'avis de sécurité déclenché par l'officier de Sécurité du Site au moment du dépôt du dossier (délais de 6 semaines) ;
- Validation par le service achats Orano du contrat (ou commande) entre la société et le CEA ;
- Obtention de la FSA Tricastin.

Toute personne amenée à travailler sur le Site de Pierrelatte doit avoir reçu une formation en matière de sécurité au travail et de protection de l'environnement, dite « *Formation Sécurité Accueil Tricastin* » (FSA). Cette formation est obligatoire et dispensée par Orano.

Le personnel du Titulaire ou ses sous-traitants aura la possibilité d'utiliser les services de restauration existant sur le Site d'accueil.

1.2.3 Horaires des prestations et fermeture des Sites

Horaires des prestations :

Dans tous les cas, la durée de travail des salariés doit être en conformité avec la législation du travail.

Pour diverses raisons (exploitation, travaux en cours, etc...), les interventions pourront être restreintes à une plage horaire spécifique, laquelle sera précisée au plus tôt.

Les interventions en dehors des horaires définis ci-après seront soumises à l'accord du Chef d'installation (CI) ou Responsable Contrat Installation (RCI).

Site de Marcoule :

Conformément au document en référence [3], les travaux ou prestations réalisés par les Entreprises Extérieures doivent être effectués pendant les heures ouvrées du Site de Marcoule : du lundi au vendredi de 06h30 à 19h00 (hors jours fériés et périodes de fermeture annuelle).

Si des impératifs imposent un travail occasionnel en horaire décalé ou en Heures Non Ouvrées (HNO), une autorisation d'accès en HNO doit être demandée auprès des chargés d'opération. Cela est notamment le cas dans le cadre de chantiers avec confinement et extraction secourue avec report d'alarme GSM, pour lequel le Titulaire devra réaliser une demande d'autorisation d'accès en HNO.

Cette autorisation doit être signée par le Chef d'Installation (CI) ou le Responsable de Contrat Installation (RCI) concerné par l'opération envisagée.

Site de Pierrelatte :

Les heures ouvrables sont identiques à celles du Site de Marcoule.

D'une manière générale, les interventions du Titulaire seront réalisées pendant les horaires CEA : 7 h 45 – 16 h 30 du lundi au vendredi.

Jours de fermeture annuelle des Sites :

Site de Marcoule :

Le CEA Marcoule se réserve le droit de fermer son établissement plusieurs jours consécutifs à certaines périodes de l'année qui seront communiqués au Titulaire avec préavis.

Site de Pierrelatte :

Les jours de fermeture CEA sur le Site de Pierrelatte sont identiques à ceux de Marcoule. Les jours de fermeture spécifiques Orano n'impactent pas l'accès à l'installation CEA par les salariés CEA et les entreprises extérieures.

1.2.4 Confidentialité

Le Titulaire ne travaillera pas dans des zones d'installation sensibles ou sur des documents classifiés. Les prestations ne feront donc pas l'objet d'une classification (CD ou SD).

Le Titulaire et son personnel :

- Devront considérer comme strictement confidentielles toutes les informations sous quelle que forme que ce soit, dont ils pourraient avoir connaissance lors de leur présence sur le Centre de Marcoule et à ne pas divulguer ou communiquer à un tiers lesdites informations à d'autres fins que celles prévues dans le cadre du marché faisant l'objet de ce Cahier des Charges ;
- Ne devront jamais, même à titre de référence ou de notoriété, publier en France et/ou à l'étranger lesdites informations sans l'autorisation écrite préalable du CEA.

Nonobstant le terme du marché, le Titulaire et son personnel demeurent liés par cette obligation de confidentialité sans limitation de durée.

1.3 EXIGENCES QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT

La Direction des ÉnergieS (DES) possède la double certification ISO 9001 et ISO 14001. Le Titulaire devra donc se conformer aux règles, procédures et consignes qualité, environnementales et sécurité en vigueur sur le Centre quand il intervient dans les installations relevant de la DES. Les exigences QSE applicables sur le CEA Marcoule sont notamment spécifiées dans les documents référencés au paragraphe 1.1.

1.3.1 Spécification Qualité

Le Titulaire doit être doté d'une gestion qualité des versions (y compris des versions projets) de l'ensemble des documents (y compris plan de retrait ou mode opératoire) émis à destination du CEA, qu'il s'agisse de documents définitifs ou soumis à la relecture du CEA.

Le contenu de ces documents reste de la responsabilité de l'émetteur (Titulaire ou sous-traitants). Ils ne feront pas l'objet d'une validation par le CEA (absence de BPE ou VSO).

1.3.2 Organisation

Sur Marcoule, le pilote du contrat est le *réfèrent amiante centre*. La mise en œuvre du contrat est réalisée par les chargés d'affaire qui établissent les dossiers de consultation dont la FEB et l'analyse de la remise des offres.

Pour les installations relevant de la Direction Générale (DG) et de la DES/ISEC (Institut des Sciences et technologies pour une Economie Circulaire des énergies bas carbone), le *réfèrent amiante centre* est l'interlocuteur privilégié pour la relecture des documents (voir ci-dessous).

Pour les installations relevant de la DES/DDSD (Direction des projets de Démantèlement, de Service nucléaire et de la gestion des Déchets), la relecture des documents est réalisée via une prestation spécifique pilotée par l'ingénieur chantier amiante DDSD Marcoule.

L'organisation et le fonctionnement sur le sujet des travaux et interventions amiante/FCR/Plomb dans les installations DES/DDSD ou les chantiers DES/DIMP sont décrits comme suit :

- i. Transmission par le chargé d'affaire des projets de MOP, PRE et avenants au PRAM au prestataire en charge de la zone d'intervention (après transmission d'un ordre d'intervention à l'ingénieur chantier amiante DDSD pour lecture),
- ii. Échanges entre le prestataire relecteur, le chargé d'affaire CEA, l'installation et le Titulaire de marché pour finalisation du document,
- iii. Pour certains chantiers, programmation d'un comité de relecture par le prestataire relecteur et le chargé d'affaire CEA avec le Titulaire pour prise en compte des dernières modifications en séance avec tous les acteurs (installation comprise),
- iv. Échange entre le réfèrent amiante centre, le chargé d'affaire CEA et le prestataire relecteur avant retour vers le Titulaire pour envoi aux autorités compétentes par le Titulaire.

Pour les installations DG ou DES/ISEC, le fonctionnement pour les lectures préalables est décrit dans les paragraphes 1.4.2, 1.4.3 et 1.4.4.

1.3.3 Spécifications Sécurité

a) Risques et contraintes spécifiques (au CEA MARCOULE)

Nonobstant des principaux risques industriels présents au CEA Marcoule les risques ci-après énoncés nécessitent une prise en compte particulière.

Toute solution de décontamination alternative à la prise de douches de type « soufflage d'air » est proscrite.

Risque Sodium sur l'installation Phénix :

Certaines précautions seront à prendre pour les interventions se déroulant sur l'installation Phénix, lorsque le risque Sodium (Na) est présent. Pour les chantiers de niveau 1 d'empoussièrément, les douches de décontamination ne seront pas directement accolées au chantier mais seront déportées dans une zone où l'utilisation de l'eau n'est pas proscrite. Dans ce cas une pré-décontamination au niveau de la zone chantier devra être intégrée.

D'autres règles devront également être appliquées pour le bon déroulement de ces chantiers :

- L'utilisation des lingettes humides (non trempées, pas de risque de ruissellement) est autorisée pour toutes les opérations (processus, nettoyage des sacs de déchets, décontamination). Ces lingettes devront être pré-humidifiées et conditionnées dans un emballage étanche, pour utilisation sur le chantier ;
- L'utilisation de pulvérisateur d'eau (et produit hydrogéné en général) est interdite lors du processus de désamiantage sur les équipements contenant du Na ;
- L'utilisation de pulvérisateur d'eau est autorisée pour les opérations de décontamination du personnel (uniquement pour le niveau 1 d'empoussièrément). Cette utilisation sera limitée au minimum nécessaire. La quantité maximale de liquide dans le contenant du pulvérisateur est fixée à 1 litre, sur le périmètre du chantier.

Risque électrique :

Les travaux amiante à proximité d'ouvrages ou d'équipements présentant un risque électrique (passages de câbles, galeries techniques, fourreaux en fibrociment, enduit amianté de rebouchage de trémies...), hors pièces nues sous tensions, pourront être réalisés en présence de tension si les circuits ne sont pas consignables. Dans ce cas, l'utilisation d'eau est interdite et le personnel intervenant devra être titulaire des formations et habilitations appropriées.

Risque anoxie :

Le risque anoxie devra être pris en compte par le Titulaire dans l'analyse des risques du PRE ou MOP, en particulier lors d'interventions dans les galeries et les chambres, les capacités ouvertes ou fermées. Celui-ci devra présenter les dispositions qu'il envisage de mettre en œuvre afin de prévenir le risque anoxie.

Risque lié au plomb :

Le Titulaire devra consulter les repérages plomb disponibles auprès du chargé d'affaires et mettre en œuvre des moyens de préventions adéquats pour le traitement du risque plomb lors des opérations.

Le Titulaire devra inclure dans les documents remis (PRE ou MOP) une analyse de risques plomb et décrire les modalités de gestion de ce risque.

Pour les travaux plomb exclusifs, le Titulaire fournira un MOP présentant des informations comparables à un MOP SS4, en particulier une analyse de risques.

b) Equipements de Protection des Voies Respiratoires Filtrants

Les masques habituellement utilisés sur le centre de Marcoule pour les interventions en zone délimitée (masques Honeywell COSMO ou PANO, masques DRAGER) ne peuvent pas être utilisés dans des chantiers conventionnels (amiante/FCR/plomb).

Le Titulaire devra communiquer au *chargé d'affaire* les informations suivantes :

- Fiche technique du masque ;
- Existence de test sur porteur ;
- Résultats des contrôles effectués ;
- Existence de réglages au niveau du masque ;
- Type de cartouches utilisables et compatibilité avec les risques rencontrés sur Marcoule.

L'entrée sur Site des équipements de protection des voies respiratoires filtrants pour les chantiers amiante/FCR/Plomb doit se faire dans une valise ou caisse de stockage clairement identifiée « EPI AMIANTE » ou « EPI FCR/Plomb ».

c) Surveillance médicale et suivi d'exposition

Surveillance médicale

Le SPST Marcoule peut prescrire des examens complémentaires (à charge du Titulaire) conformément à l'article R4513-11 du code du travail.

Dans le cas des interventions en présence de plomb, le SPST Marcoule peut prescrire des plombémies avant et après intervention en fonction de la nature des travaux. Ces examens sont à la charge du CEA.

Fiches d'Interventions Entreprises Extérieures (FIEE)

La (les) FIEE permet(tent) d'adapter le suivi médical des salariés des entreprises extérieures aux risques résiduels auxquels un salarié est susceptible d'être exposé dans les installations du Centre de Marcoule. Elles sont renseignées conformément à la procédure en référence [4].

Le *chargé d'affaire* détermine la FIEE en fonction de l'activité réalisée, laquelle est transmise à la commande. Elle doit être visée par l'ISI de l'installation concernée (contrat sur une seule installation) ou par l'ISE concerné (contrat sur plusieurs installations).

Cette fiche est individuelle : l'entreprise fait autant de copies que de personnes à affecter sur la FIEE et complète, de façon lisible, les renseignements personnels pour chaque salarié. La FIEE individuelle est alors visée par le responsable et le CRP (Conseiller en RadioProtection) de l'entreprise et le salarié.

L'entreprise extérieure doit transmettre ces FIEE individuelles au SPST et au médecin de l'EE avant le début de l'opération.

d) Accueils sécurité et formations

En complément de la formation prévue au 1.2.2 nécessaire pour accéder sur au Centre de Marcoule, des formations complémentaires peuvent être requises. En particulier, la « formation accueil sécurité installation » spécifique à chaque installation est requise préalablement à toute intervention dans l'installation concernée.

Des formations spécifiques selon les installations (QSSEP, Chargé de Travaux...) peuvent également être requises pour tout ou partie du personnel ; le cas échéant, les formations nécessaires seront indiquées sur la FEB.

Le Titulaire devra procéder aux inscriptions de ses personnels aux formations requises.

Les personnels devront également disposer des formations et habilitations réglementaires propres aux opérations à réaliser dans le cadre de leur intervention (habilitations électriques, montage et réception échafaudages, nacelle, chariot, etc...).

e) Plan de Prévention (PdP CEA, PPS Orano)

Conformément au Décret n°92-158 du 20 février 1992 relatif aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, un Plan de Prévention écrit devra être réalisé avec le Titulaire avant le commencement de la prestation (selon les modalités du document en référence [7] pour les installations CEA). Le Titulaire devra également participer à tout avenant au Plan de Prévention nécessaire dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le Titulaire doit anticiper autant que possible la préparation et la planification de ses travaux afin d'éviter tout blocage ou perte de temps sur le chantier. Il est fortement conseillé de réaliser la préparation et la planification avant l'arrivée des ressources (matériels, opérateurs) sur le chantier.

f) Autorisation d'Intervention (AI)

En complément du Plan de Prévention présenté ci-dessus, et conformément aux dispositions prévues dans la procédure en référence [7], toute intervention doit faire l'objet d'une Autorisation d'Intervention (ou d'un Ordre d'Intervention sur la Centrale Phénix, ou d'une DTI sur Pierrelatte) visée par le Chef d'Installation (le RCI le cas échéant) ou son Représentant. **Aucune intervention ne peut être réalisée sans AI** (OI ou DTI le cas échéant) sur les installations CEA.

g) Visites de chantiers

Des visites de chantier pourront être organisées à l'initiative du Titulaire ou des installations, où seront conviés l'ISI/AS et/ou le CI/RCI, le *réfèrent amiante Centre*. Elles seront consignées par écrit sous la forme de fiches de visite de sécurité rédigées par le CEA.

Pour les travaux et interventions réalisés avec un confinement dynamique, le Titulaire informera le chargé d'affaire, l'équipe sécurité de l'installation et le *réfèrent amiante Centre* de la date retenue pour la réalisation du test d'étanchéité afin qu'ils puissent y assister le cas échéant.

h) Air respirable

Chaque chef d'entreprise doit fournir l'air respirable pour l'ensemble de ses salariés. Il assure également la distribution et le contrôle continu de la qualité de l'air respirable, avec résultats pour les paramètres suivants (selon la norme NF EN 12021 et selon l'arrêté du 8 avril 2013) : O₂, CO, CO₂, huiles, température, point de rosée.

Pour les installations nucléaires opérées par Orano, l'air est prioritairement fourni par l'installation. Les instructions Orano s'appliquent sur ce sujet.

Par dérogation, et après autorisation accordée par le Directeur de Centre en application de la procédure en référence [8], le CEA peut fournir de l'air respirable aux salariés d'une entreprise extérieure. Dans ce cas, le Titulaire devra réaliser ou faire réaliser un contrôle ponctuel journalier de la qualité de l'air.

Sur les installations CEA, un engagement mutuel des entreprises en cas d'utilisation conjointe de réseau (cf. annexe 3 de la procédure suscitée) validant l'acceptation du mode de fonctionnement retenu doit être signée par les différents acteurs et annexée au présent Plan de Prévention.

Le système CUBAIR ne peut pas être utilisé sur le Centre de Marcoule.

i) Contraintes dues à l'exploitation des installations

Le Titulaire doit prendre en compte l'imbrication de ses prestations avec l'exploitation des installations dans lesquelles il intervient et/ou avec d'autres travaux en cours. Ceci peut induire des reports de délai de la prestation. Dans la mesure du possible, le Titulaire sera prévenu au plus tôt par le CEA, ou pour les travaux planifiés en avance, lors de l'émission de la FEB. Dans ce cas, le report de délai ne pourra, en aucune manière, faire l'objet d'une réclamation de la part du Titulaire.

Autant que possible, le Titulaire doit organiser son chantier de manière à permettre à l'exploitant d'accéder aux équipements dont il a la charge, à l'exception des zones à risque amiante concernées par les travaux. Les contraintes d'accès fixées par l'exploitant doivent être anticipées et prises en compte lors des phases de lectures préalables des documents avec l'installation et le chargé d'affaires.

j) Exercice sécurité FLS

Le Titulaire devra prévoir de participer à au moins un exercice sécurité (de type « évacuation de blessé ») en lien avec la Formation Locale de Sécurité du Centre sur la période de l'accord cadre.

k) Incident, accident, interventions d'urgence

Une visite préalable de la FLS peut être exigée en fonction de l'opération à réaliser (voir § 1.4).

Tout incident ou accident doit faire l'objet d'une information immédiate du CI ou RCI.

L'Equipe locale de premier secours (ELPS) doit également être alertée en cas d'accident.

Les règles concernant le transport et la prise en charge des victimes seront précisées dans le PRE ou MOP. Elles intègrent les consignes spécifiques de l'installation et doivent être abordées lors de l'établissement du plan de prévention.

1.3.4 Spécifications Environnementales

Le Titulaire devra renseigner le questionnaire d'identification des aspects environnementaux (annexe 1 du guide *DIR/UG-GU-ACH-09 Guide pour l'intégration des exigences environnementales dans le processus achat* (cf. 1.10), à transmettre au CEA en même temps que l'offre.

Le Titulaire devra :

- Prendre en compte et respecter les engagements volontaires du Centre en matière d'environnement dès la préparation de la prestation et pendant toute sa durée : nature des matériaux et des consommables, limitation et tri des déchets,
- Tenir ses zones de chantier dans un état constant de propreté et veiller à laisser libre toutes les voies de passage,
- Respecter les règles internes sur le Centre de Marcoule, dont les recueils de déchets relatifs aux déchets conventionnels,
- Limiter au strict nécessaire l'introduction de consommables et matériels, notamment les bombes aérosols,
- Trier et évacuer, en collaboration avec le Correspondant Déchets de l'installation, les déchets conventionnels amiantés ou non.

Dans le cadre de la surveillance des travaux, le CEA vérifiera la bonne application, par le Titulaire, des exigences environnementales.

1.4 DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX AMIANTES, FCR ET PLOMB

1.4.1 Dispositions communes

a) Personnels et formations

Salariés précaires et mineurs :

Au CEA Marcoule et sur les installations opérées par Orano il est interdit de recourir à un salarié titulaire d'un contrat de travail à durée déterminée, à un salarié temporaire ou mineur pour l'exécution de tous travaux amiante/FCR/Plomb.

Formations :

Au CEA Marcoule et sur les installations opérées par Orano, dans le cadre des travaux FCR ou plomb, il est demandé que les salariés intervenants soient à minima formés à la sous-section 4 amiante (encadrant technique, encadrant de chantier et opérateurs).

b) Balisage et zones de chantier

Le Titulaire mettra en place un balisage ainsi qu'une signalétique claire et explicite (« danger amiante » ou FCR ou plomb) des zones d'intervention (voies de circulation ; zones de stockage...). Il est responsable du contrôle de l'accès à ses zones de chantier.

c) Périodes et durées d'interventions

En fonction de la saison et la période d'intervention, le Titulaire veillera à prendre en considération les contraintes thermiques, hygrométriques, de postures, d'efforts, des EPI (ex : port d'une double tenue jetable) dans la détermination de la durée maximale d'une vacation, du nombre de vacations quotidiennes, du temps nécessaire aux opérations d'habillage, déshabillage, décontamination et du temps de pause après chaque vacation. Ce dernier pourra s'ajouter au temps de pause prévu par la réglementation. Les périodes et durées d'interventions (vacations) devront être adaptées à ces contraintes.

En particulier, lors du port de doubles tenues jetables pour les températures comprises entre 20 et 25°C, le SPST du CEA Marcoule recommande de limiter le nombre de vacations à deux vacations d'une durée maximale de deux heures, temps d'habillage et de déshabillage compris (donnée transmise à titre d'information, non contractuelle).

d) Point d'arrêt avec information du CEA :

Le Titulaire devra réaliser un point d'arrêt du chantier et informer le CEA (CI/RCI, *chargé d'affaire* de l'intervention, *réfèrent amiante centre*) dans les cas suivants :

- Date du test d'étanchéité du confinement le cas échéant (avec la configuration pré-testée) ;
- Réalisation du contrôle visuel externe ;
- Résultats de chantier test ;
- Arrêt des extracteurs ;
- Rupture du confinement ;
- Lorsque le niveau d'empoussièrement est supérieur à celui estimé ;
- Accident, incendie ;
- Et d'une manière générale dès lors que les conditions d'intervention ne sont pas conformes à celles prévues dans le PRE ou MOP (dans ce cas il devra arrêter les opérations, mettre en sécurité la zone d'intervention et informer immédiatement le CEA).

e) Visite FLS préalable au commencement des travaux

En fonction de la complexité des travaux, de leur localisation (accès) et de l'ampleur du chantier, une visite de la FLS pourra être nécessaire préalablement au commencement des travaux. Cela sera défini lors de la lecture préalable du PRE.

Cette visite pourra être suivie de recommandations, qui devront être intégrées dans le PRE ou le MOP et le cas échéant dans le plan de prévention.

1.4.2 Dispositions spécifiques aux travaux de SS3

a) PRE type

Le PRE de l'entreprise doit être concis, spécifique au chantier et préciser les informations du plan type défini au § 1.10.2. Un PRE au format du Titulaire est exigé pour la phase de relecture. L'intégration sur la plateforme dématérialisée DEMAT@MIANTE est réalisée par le Titulaire après relecture et retour favorable du CEA.

b) Lecture préalable

L'entreprise doit soumettre le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage avec toutes les annexes à la lecture préalable du *chargé d'affaire* de l'intervention, du CI/RCI et du *réfèrent amiante centre* (installations DG ou DES/ISEC, relecture sur demande du CI/RCI) ou au *prestataire relecteur* (installations relavant de la DES/DDSD ou Orano le cas échéant¹), avant toute transmission aux organismes via DEMAT@MIANTE (Inspecteur du Travail, CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBTP conformément aux *articles R4412-137 et 138 du Code du Travail*).

La remise du PRE au CEA doit avoir lieu à minima deux mois et demi avant la date prévue de début de l'opération, sauf travaux suite à sinistre où ce délai est ramené à un mois maximum (objectif : le plus tôt possible).

Le *chargé d'affaire* fait office d'intermédiaire entre l'entreprise extérieure, le CI/RCI et le *réfèrent amiante centre* ou le *prestataire relecteur*.

Le Titulaire devra intégrer les remarques et fournir autant de versions corrigées que nécessaires jusqu'à acceptation du CEA. Ce PRE demeure de la responsabilité du Titulaire (pas de validation par le CEA).

Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage est déposé sur DEMAT@MIANTE après acceptation du CEA. Une copie de la version du Titulaire (version finale signée avec toutes les annexes), la version DEMAT@MIANTE (PDRE + synthèse) ainsi que la preuve d'envoi et de dépôt DEMAT@MIANTE doivent également être transmises au CEA. Les dispositions similaires doivent être prises dans le cadre d'un avenant au PRE.

Les avis des organismes au Titulaire doivent être transmises sans délai au CI/RCI et au *réfèrent amiante centre*.

Les copies des réponses aux remarques des organismes doivent être transmises au CI/RCI et au *réfèrent amiante centre*. Le PRE doit être modifié, si nécessaire, selon les demandes des organismes, et soumis à la lecture préalable du CEA avant dépôt sur DEMAT@MIANTE.

c) Autorisation de la Direction (pour les installations CEA)

Le démarrage d'un chantier de travaux de sous-section 3 est soumis à l'autorisation du Directeur du Centre CEA de Marcoule. La demande d'autorisation lui est adressée par le CI/RCI de l'installation dans laquelle les travaux doivent être conduits (cf. MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-016 et SEC-030).

Cette demande d'autorisation est instruite par la CSNSQ pour le compte du directeur.

L'autorisation est conditionnée par :

- Les rapports complets de repérages amiante avant travaux ou démolition ;
- Le PRE – Version Entreprise Intervenant ;
- Le PDRE – Version DEMAT@MIANTE ;
- L'accusé de transmission du PDRE sur DEMAT@MIANTE (preuve d'envoi et de dépôt) ;
- La synthèse du PDRE DEMAT@MIANTE ;
- La proposition de stratégie d'échantillonnage du laboratoire accrédité ;
- Le traitement des demandes complémentaires des organismes (avis + courriers réponses) ;
- L'obtention des Certificats d'Acceptation Préalables (CAP) des déchets ;
- La planification du Plan de Prévention ou sa date de réalisation.

¹ Relecture possible des documents par Orano

d) Rapport de Fin d'Intervention (RFI) et documents requis en fin de travaux

En complément de ce qui est prévu dans le Cahier des Charges, les éléments suivant devront figurer dans le RFI :

- Les masses et volumes des déchets classés par type de déchet (amiantes, métalliques, gravats...) : estimées si les déchets sont à destination du Centre de Tri de Marcoule, évacués si l'évacuation est assurée par le Titulaire ;
- Les retours des BSDA si évacuation par le Titulaire ;
- Les PV de contrôles d'empoussièrément effectués en cours d'opération ;
- Les PV de contrôles de première restitution et de contrôle visuel interne ;
- La traçabilité des vacations réalisées.

Ce rapport de fin d'intervention devra être accepté par le CEA pour que la réception des travaux soit prononcée.

Le Titulaire du marché aura également la charge de mettre à jour la fiche récapitulative du bâtiment concerné sur demande du chargé d'affaires CEA.

1.4.3 Dispositions spécifiques aux travaux de SS4

a) Mode opératoire type

Le mode opératoire de l'entreprise doit être concis, spécifique au chantier et préciser les informations du plan type défini au § 1.10.4.

Si le Titulaire dispose d'un MOP générique, il devra le décliner en un MOP spécifique pour l'intervention prévue.

Pour les [modalités d'habillement et de décontamination du personnel](#), il est recommandé au Titulaire de se baser sur le document établi par la CARSAT Pays-de-Loire.

b) Lecture préalable

L'entreprise doit soumettre le mode opératoire de sous-section 4 avec toutes les annexes à la lecture préalable du *chargé d'affaire* de l'intervention, du CI/RCI et du *référént amiante centre* (installations DG ou DES/ISEC, relecture systématique) ou du *prestataire relecteur* (installations relavant de la DES/DDSD ou Orano le cas échéant²), avant toute transmission aux organismes (Inspecteur du Travail, CARSAT et, le cas échéant, à l'OPPBTP conformément aux *articles R4412-147 et 148 du Code du Travail*). S'il existe un MOP générique décliné en un MOP spécifique, les deux MOP seront soumis à lecture préalable.

La remise du mode opératoire au CEA doit avoir lieu à minima un mois et demi avant la date prévue de début de l'opération, sauf intervention suite à sinistre ou situation nécessitant une mise en sécurité où ce délai est ramené à une semaine maximum (objectif : le plus tôt possible et idéalement sous 48 heures).

Le *chargé d'affaire* fait office d'intermédiaire entre l'entreprise extérieure et le *référént amiante centre* ou le *prestataire relecteur*.

Le Titulaire devra intégrer les remarques et fournir autant de version corrigées que nécessaires jusqu'à acceptation du CEA. Ce mode opératoire demeure de la responsabilité du Titulaire (pas de validation par le CEA).

Le mode opératoire est transmis aux organismes après acceptation du CEA. Une copie de la version transmise aux organismes (avec toutes les annexes) doit également être transmise au CEA.

Les avis des organismes au Titulaire doivent être transmis sans délai au CI/RCI et au *référént amiante centre*.

Les copies des réponses aux remarques des organismes doivent être transmises au CI/RCI et au *référént amiante centre*. Le mode opératoire doit être modifié, si nécessaire, selon les demandes des organismes, et soumis à la lecture préalable du CEA avant envoi aux organismes.

L'entreprise Titulaire doit fournir au CI/RCI la preuve de la réception du mode opératoire par les organismes.

c) Information de la Direction (pour les installations CEA)

Le démarrage d'une opération de sous-section 4 est soumis à l'information préalable du Directeur du Centre CEA de Marcoule. Cette information préalable lui est adressée par le CI/RCI de l'installation dans laquelle les opérations doivent être conduites (cf. MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-016 et SEC-030).

Cette information préalable doit contenir :

- Les rapports complets de repérages amiante avant travaux ou démolition ;
- Les MOP signés (avec toutes les annexes) dans sa version transmise aux organismes ;
- Les accusés réception du mode opératoire par les organismes (CARSAT, inspection du travail) ;
- La proposition de stratégie d'échantillonnage du laboratoire accrédité le cas échéant ;
- Le traitement des demandes complémentaires des organismes (avis + courriers réponses) ;
- L'obtention des Certificats d'Acceptation Préalables (CAP) des déchets, si requis ;
- La planification du Plan de Prévention ou sa date de réalisation ;

L'information préalable ne peut avoir lieu qu'après avoir respecté un délai de 7 jours ouvrés à compter de la réception du mode opératoire par l'Inspecteur du Travail avant démarrage des travaux.

d) Documents requis en fin de travaux

² Relecture possible des documents par Orano

En fin de travaux, le Titulaire devra remettre au CEA :

- Le mode opératoire et les éventuels avenants ;
- Le recueil des PV et analyses des différentes mesures atmosphériques (METOP, analyses environnementales...) réalisées au cours du chantier... ;
- Les masses et volumes des déchets classés par type de déchet (amiantes, métalliques, gravats...) : estimées si les déchets sont à destination du Centre de Tri de Marcoule, évacués si l'évacuation est assurée par le Titulaire ;
- Les retours des BSDA si évacuation par le Titulaire ;
- Les certificats d'acceptation préalable des déchets ;
- BSDA et BSDD des autres déchets le cas échéant.

Dans le cas d'un retrait partiel, le Titulaire du marché aura également la charge de mettre à jour la fiche récapitulative du bâtiment concerné sur demande du chargé d'affaire CEA.

1.4.4 Dispositions spécifiques aux travaux sur FCR

Les Fibres Céramiques Réfractaires (FCR) sont classées cancérogènes de catégorie 1B au même titre que l'amiante. Les techniques à mettre en œuvre concernant les travaux à proximité ou de retrait de FCR sont comparables à celles utilisées pour l'amiante.

Dans le cadre de travaux sur des FCR, il est demandé au Titulaire d'appliquer des dispositions semblables à celles mises en œuvre dans le cadre d'un chantier de sous-section 4 (en particulier la formation des salariés en sous-section 4 à minima, mesures sur opérateur de type METOP).

a) Documents

Le Titulaire doit fournir au CEA (ou Orano le cas échéant³), préalablement à l'intervention, un document dont le plan est semblable à celui d'un MOP ou d'un PRE amiante⁴. Le document doit être concis et spécifique au chantier.

Les documents ne sont pas transmis aux organismes.

Quand les travaux concernent la présence simultanée d'amiante et de FCR, les travaux relatifs aux FCR sont décrits dans le même document. La démarche est celle liée aux obligations relatives à l'amiante.

b) Lecture préalable

L'entreprise doit soumettre le MOP ou PRE relatif aux travaux FCR à la lecture préalable du *chargé d'affaire* de l'intervention, du CI/RCI et du *réfèrent amiante centre* (installations DG ou DES/ISEC, relecture sur demande du CI/RCI) ou du *prestataire relecteur* (installations relevant de la DES/DDSD ou Orano le cas échéant⁵), avant sa mise en œuvre. Toutefois, ce mode opératoire demeure de la responsabilité du Titulaire (pas de validation par le CEA).

La remise du mode opératoire au CEA doit avoir lieu à minima un mois et demi avant la date prévue de début de l'opération.

Le *chargé d'affaire* fait office d'intermédiaire entre l'entreprise extérieure et le *réfèrent amiante centre* ou le *prestataire relecteur*.

Le Titulaire devra intégrer les remarques et fournir autant de version corrigées que nécessaires jusqu'à acceptation du CEA.

c) Information de la Direction (pour les installations CEA)

Le démarrage d'une opération sur FCR est soumis à l'information préalable du Directeur du Centre CEA de Marcoule. Cette information préalable lui est adressée par le CI/RCI de l'installation dans laquelle les opérations doivent être conduites (cf. MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-016 et SEC-030).

Cette information préalable est conditionnée par :

- Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant des FCR ;
- La remise du MOP signé, intégrant les remarques suite à la relecture du *réfèrent amiante centre* ou à son avis ;
- L'obtention des Certificats d'Acceptation Préalables (CAP) des déchets, si requis ;
- La planification du Plan de Prévention ou sa date de réalisation.

d) Documents requis en fin de travaux

En fin de travaux, le Titulaire devra remettre au CEA :

- Le recueil des PV et analyses des différentes mesures atmosphériques réalisées au cours du chantier... ;
- Les masses et volumes des déchets classés par type de déchet (FCR, métalliques, gravats...) ;
- Les retours des BSDD si évacuation par le Titulaire ;
- Les certificats d'acceptation préalable des déchets ;
- BSDD des autres déchets le cas échéant.

³ Relecture possible des documents par Orano

⁴ Sauf pour les mesures d'empoussièrément : contrôle de la VLEP uniquement ; le Titulaire devra néanmoins estimer l'empoussièrément du chantier.

⁵ Relecture possible des documents par Orano

1.4.5 Dispositions spécifiques aux travaux en présence de plomb

Dans le cadre de travaux plomb, il est demandé au Titulaire d'appliquer des dispositions semblables à celles mises en œuvre dans le cadre d'un chantier de sous-section 4 (en particulier la formation des salariés en sous-section 4 à minima, les principes de maîtrise du risque et la décontamination du personnel et du matériel).

a) Documents

Le Titulaire doit fournir au CEA (ou Orano le cas échéant⁶), préalablement à l'intervention, un document dont le plan est semblable à celui d'un MOP SS4 incluant une analyse de risques. Le document doit être concis et spécifique au chantier.

Les documents ne sont pas transmis aux organismes.

Quand les travaux concernent la présence simultanée d'amiante, les travaux plomb sont décrits dans le même document. La démarche est celle liée aux obligations relatives à l'amiante.

Quand les travaux concernent la présence simultanée de FCR, les travaux plomb sont décrits dans le même document.

Pour les travaux en présence de plomb (avec ou sans retrait), sur demande du CEA en fonction de l'analyse de risques, le Titulaire pourra être amené à faire faire des contrôles surfaciques avant et après intervention afin de vérifier le non dépassement du seuil de 1000 µg/m², par assimilation au seuil fixé par le Code de la Santé Publique art. L1334-2. A minima, les résultats après intervention devront être inférieurs ou égaux à ceux obtenus avant intervention.

Les conditions de réalisation des prélèvements devront être soumises au CEA pour accord (identification des zones, nombre de prélèvements).

Le CEA se réserve le droit de faire réaliser les contrôles surfaciques.

Cette demande sera formulée dans la FEB.

b) Lecture préalable

L'entreprise doit soumettre le MOP ou PRE relatif aux travaux plomb à la lecture préalable du *chargé d'affaire* de l'intervention, du CI/RCI et du *réfèrent amiante centre* (installations DG ou DES/ISEC, relecture sur demande du CI/RCI) ou du *prestataire relecteur* (installations relevant de la DES/DDSD ou Orano le cas échéant⁷), avant sa mise en œuvre. Toutefois, ce mode opératoire demeure de la responsabilité du Titulaire (pas de validation par le CEA).

La remise du mode opératoire au CEA doit avoir lieu à minima un mois et demi avant la date prévue de début de l'opération.

Le *chargé d'affaire* fait office d'intermédiaire entre l'entreprise extérieure et le *réfèrent amiante centre* ou le *prestataire relecteur*.

Le Titulaire devra intégrer les remarques et fournir autant de version corrigées que nécessaires jusqu'à acceptation du CEA.

e) Documents requis en fin de travaux

En fin de travaux, le Titulaire devra remettre au CEA :

- Le recueil des PV et analyses des différentes mesures atmosphériques réalisées au cours du chantier... ;
- Les masses et volumes des déchets classés par type de déchet (plomb, métalliques, gravats...) ;
- Les retours des BSDD si évacuation par le Titulaire ;
- Les certificats d'acceptation préalable des déchets ;
- BSDD des autres déchets le cas échéant.

1.5 SERVITUDES, MATERIELS

1.5.1 Eau et électricité

Sur le Centre de Marcoule, le Titulaire doit être autonome pour la fourniture de l'électricité et de l'eau nécessaire à la réalisation du chantier amiante/FCR/plomb, sauf spécification contraire indiquée dans la FEB (par exemple : groupe électrogène, cuves d'alimentation en eau, tuyauterie, etc...).

Si le CEA est amené à mettre à disposition une alimentation électrique, le Titulaire communiquera son besoin en puissance électrique et fournira la liste et les caractéristiques de ses équipements (extracteurs, éclairages, aspirateurs...). Lorsque le coffret de chantier est fourni et raccordé par le CEA, le CEA fournira au Titulaire le PV de conformité de l'installation électrique.

1.5.2 Prêt de matériel ou autorisation d'utilisation de matériel

D'une manière générale, le Titulaire fournit tout le matériel nécessaire à son intervention.

A titre exceptionnel, le CEA Marcoule peut mettre à disposition du Titulaire du matériel, dont le prêt par une installation doit faire l'objet :

⁶ Relecture possible des documents par Orano

⁷ Relecture possible des documents par Orano

- D'une liste précisant la désignation du matériel/équipement, le périmètre d'utilisation, ses caractéristiques/capacités, le type d'habilitation ou/et formation nécessaire à son utilisation et si ceux-ci nécessitent une autorisation du CI/RCI ;
- D'une fiche de prêt de matériel ou une fiche d'autorisation d'utilisation qui doit notamment être jointe au Plan de Prévention.

Ce matériel ne devra pas être contaminé par des fibres d'amiante et/ou de FCR et/ou plomb, et devra donc être utilisé exclusivement dans des zones ne présentant pas de risque amiante/FCR/plomb.

L'autorisation d'utilisation de matériel (pont roulant, engin automoteur...) par le Chef d'Installation ou le RCI doit être établie avant le début des travaux. Elle nécessite une reconnaissance des lieux de travail par les salariés concernés. Ces dispositions seront prévues dès le PRE ou MOP.

Lorsque le CEA met des matériels à disposition du Titulaire, ce dernier vérifie avant leur utilisation qu'ils sont en bon état, adaptés au travail à réaliser et que ses salariés savent et peuvent les utiliser dans des conditions normales de sécurité. Cette mise à disposition doit faire l'objet d'une fiche de prêt ou une fiche d'autorisation d'utilisation signée des Parties et faisant l'objet d'un contrôle du CEA lors de la restitution du matériel prêté. Ce document est annexé au plan de prévention.

1.6 EFFLUENTS

Les conditions d'acceptation du rejet des effluents générés lors du chantier (eau des douches notamment) à l'égout banal du Centre après analyse sont définies dans le document en référence [14]. En complément de ces exigences, les effluents générés par le Titulaire devront être filtrés de manière à ce que les fibres d'amiante supérieures à 5 µm ne soient pas rejetées à l'égout banal du Centre.

A cet effet, le Titulaire devra fournir une cuve tampon propre et vide (de type Grands Récipients pour Vrac), utilisée exclusivement dans un milieu conventionnel pour collecter systématiquement l'ensemble des effluents générés lors du chantier (eau des douches notamment), et s'assurer avant rejet à l'égout banal :

- Du respect des exigences de la procédure évoquée ci-dessus ;
- Du respect des exigences relatives à la présence de fibres d'amiante dans les effluents.

Le Titulaire ne pourra rejeter les effluents à l'égout banal du Centre qu'après remise des résultats des analyses au CI/RCI et accord de ce dernier.

1.7 CONDITIONNEMENT ET EVACUATION DES DECHETS

1.7.1 Généralités

Le CEA Marcoule dispose d'un Centre de Tri interne, prenant en charge les déchets conventionnels des installations CEA et Orano. Sur Pierrelatte, les déchets devront être pris en charge par le Titulaire.

Le Titulaire effectue le tri, le conditionnement et le transport des déchets conditionnés générés par les travaux, du lieu du chantier jusqu'aux points de collecte ou d'entreposage temporaires définis sur l'installation, conformément aux procédures et directives CEA en vigueur (notamment les documents en références [15], [16], [17], [18], [19] et [20]) et grâce à des moyens de manutention adaptés.

Dans tous les cas, le Titulaire :

- gèrera les chargements et déchargements des véhicules lors des départs depuis la zone d'entreposage de l'installation, dans le respect des procédures en vigueur (cf. réf. [19] et [20]) ;
- Aura en charge la fourniture des emballages nécessaires au conditionnement des déchets (sacs, Big-Bag, futs, palettes...) et leur identification (étiquettes). Il devra fournir les certificats d'homologation des emballages ADR pour les déchets conventionnels amiante. Le CEA peut fournir les emballages ADR nécessaire au conditionnement des déchets amiantés des chantiers de SS4.

Les emballages seront adaptés à la taille et au volume des déchets.

Les zones d'entreposages temporaires de déchets amiante/FCR/plomb en phase de conditionnement devront faire l'objet d'un balisage interdisant l'accès à toute personne ne travaillant pas sur le chantier. Le balisage est à la charge du Titulaire, et adapté en fonction de la zone mise à disposition sur l'installation (barrières type HERAS ou autres équipements fournis par le Titulaire et accepté par l'installation). Les zones d'entreposage seront définies au moment de la rédaction du PRE ou MOP.

Les travaux amiante/FCR/plomb ne pourront démarrer qu'à l'obtention des Certificats d'Acceptation Préalables de la filière d'élimination des déchets amiantés ou déchets dangereux.

1.7.2 Déchets non dangereux (DND)

La gestion des DND sera assurée conformément à la procédure en référence [16] et aux spécifications propres à chaque installation.

1.7.3 Déchets Dangereux (DD), hors amiante et FCR et plomb

La fourniture des équipements requis pour l'entreposage des DD (hors amiante, FCR et plomb) sur les zones temporaires de transit est à la charge du CEA. La gestion des DD sera assurée conformément à la procédure en référence [17] et aux spécifications propres à chaque installation.

1.7.4 Déchets amiantés

En fonction de la réglementation et des demandes de la filière d'élimination des déchets amiantés, le Titulaire devra utiliser des emballages spécifiques selon la nature du déchet produit.

L'évacuation des déchets amiante conventionnels sera réalisée selon les dispositions prévues dans la procédure en référence [18], et conformément aux directives du Correspondant Déchets de l'installation.

En fonction de la quantité de déchets estimée et conformément à la procédure en référence [18], il sera précisé dans la FEB si l'entreprise devra assurer :

- L'évacuation de déchets avec entreposage temporaire sur le Centre de tri (interventions générant une faible quantité de déchets) ;
- L'évacuation de déchets sans entreposage temporaire au Centre de tri (chantiers générant un important volume de déchets) ;
- L'évacuation des déchets par l'entreprise de travaux (y compris prise en charge du transport).

L'ISDD, l'ISDND et l'ISDI les plus proches de Marcoule sont celles de Bellegarde (30).

L'ISDND la plus proche de Pierrelatte est celle de Roussas (26).

Le transport (interne et externe) des déchets amiantés doit respecter la procédure relative aux règles de transports de marchandises dangereuses sur l'établissement, notamment vis-à-vis des règles de l'ADR le cas échéant (cf. procédures en références [18] et [19]).

Le transfert des déchets devra être réalisé pendant les heures d'ouverture du Centre de tri.

En cas de transport interne effectué par le Titulaire, celui-ci devra renseigner une « Annexe CEA au BSDA de transfert de garde des déchets ». Le transport devra être conforme aux règles internes de transport ADR le cas échéant (cf. référence [19]).

Tout au long du chantier le Titulaire veillera à renseigner les documents suivants :

- Le Bordereau de Suivi de Déchets Amiante (via TRACKDECHETS) ;
- La Fiche de pesée des emballages dans le cadre d'éliminations par le Centre de tri ;
- Le cas échéant, le plan de chargement du camion pour les envois de l'installation vers le Centre de tri ou la filière de stockage.

Les déchets amiantés seront triés selon la réglementation en vigueur par type et nature de déchets produits (matériaux contenant de l'amiante et déchets technologiques). Les sacs de déchets seront doublés et fermés « en col de cygne », les sacs seront estampillés « amiante », ils seront conditionnés en Big-Bag le cas échéant (amiante libre). Le code ONU/UN et son poids seront mentionnés sur chacun d'eux, le BSDA ainsi que le Bon de Production de Déchets Dangereux Amiantés (transmis par l'installation) seront placés dans la poche latérale du Big-Bag, un scellé (portant le N° de SIRET, le nom du Titulaire et le numéro de BSDA) fermera le Big-Bag.

Les Big-Bag seront placés sur des palettes bois pour la manutention.

Pour les déchets amiantés à destination du Centre de tri, ce dernier ne les acceptera que :

- Sur présentation de l'extrait de TRACKDECHETS avec les informations du BSDA :
 - Renseigné en partie 1 par le CEA, en partie 2 par l'entreprise de travaux (y compris le code ONU/UN) ;
 - Incluant le numéro de CAP, les numéros de scellés associés et le nombre de colis ;
- Sur présentation d'une copie du Bon de Production de Déchets Dangereux Amiantés.
- Si les déchets sont correctement conditionnés et prêts à l'évacuation vers l'ISDD. Aucun conditionnement ou reconditionnement ne sera réalisé par l'exploitant du Centre de tri.

Le Titulaire instruira avec le CEA les Fiches d'Identification Déchet et de non mélange Amiante (FIDA) et le CEA procèdera à l'obtention des Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) des exutoires.

Dans le cas d'un emballage ADR de type Big-Bag, le code ONU/UN inapproprié sera barré sur toutes les faces concernées.

1.7.5 Déchets FCR

En fonction de la réglementation et des demandes de la filière d'élimination des déchets FCR, le Titulaire devra utiliser des emballages spécifiques selon la nature du déchet produit.

L'évacuation des déchets FCR conventionnels sera réalisée selon les dispositions prévues dans la procédure en référence [19], et conformément aux directives du Correspondant Déchets d'installation.

Tout au long du chantier le Titulaire veillera à renseigner les documents suivants :

- Le Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux (via TRACKDECHETS) ;
- Le Bon de Production de Déchets Dangereux visé du correspondant déchets (établi pour chaque transfert de déchets vers le Centre de tri) ;
- La Fiche de pesée des emballages pour l'élimination par le Centre de tri.

Quand les travaux le permettent, les FCR ne devront pas être mélangés avec les déchets amiantés.

Les FCR seront emballés comme les déchets amiante (double ensachage + fermeture col de cygne) avec une identification FCR.

Le Centre de tri n'acceptera les déchets FCR que sur présentation d'un BSDD renseigné en partie 1 et 2 (incluant le n° de CAP) et d'une copie du Bon de Production de Déchets Dangereux. Les déchets devront être correctement conditionnés et prêts à l'évacuation vers l'ISDD. Aucun conditionnement ou reconditionnement ne sera réalisé par l'exploitant du Centre de tri.

Le Titulaire instruira avec le CEA les Fiches d'Identification Déchet et de non mélange (FID) et le CEA procédera à l'obtention des Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) des exutoires.

Les emballages avec identification amiante ne doivent pas être utilisés pour le conditionnement des FCR (hors FCR en mélange avec de l'amiante).

1.7.1 Déchets contenant du Plomb

Le choix de la filière d'élimination tient compte de la présence de plomb et l'acceptation définitive des déchets se fera sur la base des seuils définis dans l'arrêté préfectoral relatif à l'installation d'élimination.

Pour les déchets combinés amiante et plomb, la mention « présence de plomb » ou « avec plomb » sera précisée dans la demande de certificat d'acceptation préalable (CAP).

Tout au long du chantier le Titulaire veillera à renseigner les documents suivants :

- Le Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux (via TRACKDECHETS) ;
- Le Bon de Production de Déchets Dangereux visé du correspondant déchets (établi pour chaque transfert de déchets vers le Centre de tri) ;
- La Fiche de pesée des emballages pour l'élimination par le Centre de tri.

1.8 EXIGENCES COMPLEMENTAIRES SPECIFIQUES

Le Pilote du contrat *Travaux amiante/FCR/plomb* du Centre, les représentants des installations ou le demandeur pourront formuler des exigences spécifiques propres au chantier, à l'installation ou aux conditions particulières d'intervention (formations, documents à renseigner...) au point « *Conditions particulières d'intervention* » de la FEB.

1.9 ETENDUE ET LIMITES DE LA PRESTATION

1.9.1 Prestations et fournitures à la charge du Titulaire

Les éléments listés ci-après sont à la charge du Titulaire (liste non exhaustive) :

- Les travaux prévus dans le présent cahier des charges et la FEB associés à chaque opération ;
- L'élaboration d'un planning détaillé de l'intervention ;
- la rédaction de l'ensemble des documents nécessaires aux interventions (PRE, Mode opératoire...) précis et complets, et la prise en compte des éléments demandés (cf. § 1.4)
- L'application des exigences CEA présentées dans les documents de référence, en particulier en ce qui concerne les Plans de Prévention, Autorisations d'Intervention et la gestion de l'amiante/FCR/plomb au CEA Marcoule (notamment la participation à la réalisation du PdP et de ses avenants éventuels)
- Le conditionnement et le transfert des déchets (selon les dispositions prévues dans la FEB) ;
- Les contrôles réglementaires électriques (si fourniture, installation et raccordement des coffrets de chantier à la charge du Titulaire) et autres (matériels mis en œuvre par le Titulaire) ;
- Le suivi médical et la sécurité du personnel intervenant ;

- Les moyens administratifs nécessaires à l'entreprise (téléphone portable, véhicule...) ;
- Les moyens de signalisation et de balisage des zones de travail dans le respect du PRE ou mode opératoire ;
- Les approvisionnements de tout le matériel, équipements, outillages et consommables nécessaires à la réalisation de la prestation (consommables et tenues de chantiers, EPI, EPC, colis à déchets, équipements liés au confinement dynamique, air respirable, etc...).
- La mise à disposition des moyens de manutention nécessaires ;
- Les processus de réalisation ;
- La fourniture d'un coffret de chantier électrique conforme et vérifié si nécessaire (la connexion au réseau électrique du Centre sera effectuée par le CEA) ;

Le Titulaire listera l'ensemble de ses matériels nécessaires à la prestation afin de répondre au mieux à la FEB.

Il devra fournir les attestations de conformité et de suivi de la maintenance de ces matériels. Ceux-ci seront repérés au nom de la société.

1.9.2 Fournitures à la charge du CEA

Les éléments listés ci-après sont à la charge du CEA :

- Informations techniques et organisationnelles nécessaires à l'exécution de la prestation ;
- Information de toute modification portant sur les conditions d'accès et de travail sur les lieux d'intervention ;
- Les plans et documents utiles à la prestation (notamment le DTA, repérages amiante ou FCR avant travaux ou démolition et repérages plomb) ;
- Définition des conditions d'intervention sur le plan de la sécurité des personnes, autorisation des interventions conformément aux procédures en vigueur et contrôle de la bonne exécution de la prestation ;
- Aires d'entreposage des déchets ;
- Selon le chantier (éléments précisés dans la FEB) : points de raccordement d'eau et de rejet des effluents, points de raccordement électrique, air respirable...

Tout prêt de matériel appartenant au CEA doit systématiquement faire l'objet d'une fiche de prêt, qui sera renseignée lors du Plan de Prévention.

1.10 ANNEXES

1.10.1 Annexe 1 : Liste des documents à utiliser par le Titulaire

Le tableau ci-dessous présente la liste non exhaustive des documents à utiliser par le Titulaire dans le cadre de ce marché :

Document	Document de référence CEA	Document de référence Orano
Questionnaire d'identification des aspects environnementaux	Annexe 1 du guide <i>DIR/UG-GU-ACH-09 Guide pour l'intégration des exigences environnementales dans le processus achat</i>	
Plan de prévention / Autorisation de Travail	<i>MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-006 Travaux effectués par les entreprises extérieures sur les installations du CEA Marcoule</i>	INS MAR 08029398 « Plan de prévention »
Fiches d'Interventions Entreprises Extérieures (FIEE)	Annexes de la procédure <i>MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-013 Fiches d'Intervention Entreprise Extérieure</i>	INS MAR 09011353 « Fiches d'Interventions Entreprises Extérieures (FIEE) »
Utilisation d'air respirable	Annexe 3 de la Procédure <i>MAR/DIR/CSNSQ/PR-SEC-026 Utilisation de l'air respirable sur le site de Marcoule</i>	INS MAR 06100045 « Air respirable »
PRE ou MOP type	§ 1.10.2 ou § 1.10.4	
Bon de Production de Déchets Dangereux Amiantés	§ 1.10.5	
Bon de Production de Déchets Dangereux	§ 1.10.6	
Fiche d'Identification Déchet et de non mélange « FID » et « FID Amiante »		
Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés	Cf. application TRACKDECHETS	
Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux	Cf. application TRACKDECHETS	

 DIRECTION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE CEA / VALRHO	GUIDE POUR L'INTÉGRATION DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES DANS LE PROCESSUS ACHAT			
	EMETTEUR	TYPE	NUMÉRO	INDICE
	DIR/UG	GU	ACH-09	0
Page 10 / 12				

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE D'IDENTIFICATION DES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Le fournisseur complète et transmet au CEA ces documents en même temps que l'offre. Cette démarche doit être mise en œuvre dès la conception afin que les solutions techniques retenues soient optimisées vis-à-vis de l'environnement

Titre de la Prestation :

Aspects environnementaux de l'activité	Non	Oui	Précisions sur le type et quantité estimée
Émission dans l'air			
Rejets gazeux radioactifs			
Rejets gazeux non radioactifs :			
• Gaz de combustion (moteurs) hors véhicules			
• Fluides frigorigènes			
• Solvants			
Rejets dans l'eau			
Rejets liquides radioactifs			
Rejets d'eaux industrielles			
Production de déchets			
Déchets solides nucléaires			
Déchets industriels banals et Déchets inertes			
Déchets industriels dangereux			
Déchets à risques infectieux			
Utilisations de matières premières			
Huiles			
Fioul			
Gaz			
Eau			
Electricité			
Autres			
Autres utilisations			
Utilisation de produits chimiques			
Utilisation de sources radioactives			
Utilisation d'appareillage soumis à réglementation			Fournir la justification de conformité
Autres activités			
Transport			
Dépotage			
Nuisances			
Bruit			
autres			

Société	Date	Indice	Nom et Visa

1.10.3 Annexe 3 : Plan type d'une plan de retrait ou d'encapsulage (SS3 ou FCR)

Les items suivants doivent apparaître dans le plan de retrait type du Titulaire :

- 1) La finalité de l'opération : démolition, réhabilitation, retrait partiel ou total ;
- 2) La durée de l'intervention ;
- 3) Les entreprises sous-traitantes ;
- 4) La localisation de la zone à traiter ;
- 5) Les quantités d'amiante manipulées ;
- 6) Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés (plan d'implantation générale) incluant la référence au DTA et/ou rapport de repérage avant travaux ou démolition ou rapport FCR;
- 7) La date de commencement et la durée probable des travaux (planning détaillé) ;
- 8) Le descriptif du ou des processus mis en œuvre précisant :
 - S'il s'agit d'un nouveau processus le cas échéant le lecteur doit pouvoir savoir quels processus s'appliquent à quelles zones à désamianter ;
 - L'analyse de risques spécifiques qui précise les mesures de prévention mise en œuvre (risque amiante et tous les autres risques) par phase de travail ;
 - La justification du choix des appareils de protection respiratoire ;
- 9) Le niveau d'empoussièrement (1, 2 ou 3) avec sa justification : le Titulaire doit faire apparaître tout élément de justification et préciser si le chantier à venir sera un chantier test ou de validation pour un nouveau processus ; les résultats de mesures devront être annexées au PRE ;
- 10) Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre en précisant s'il s'agit d'un plan de contrôle ou d'une stratégie d'échantillonnage (avec avis du Médecin du Travail, du CSE ou PV de carence) sauf pour les FCR;
- 11) Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128 sauf pour le FCR (hors VLEP);
- 12) Les caractéristiques :
 - Des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs, et leur localisation précise (y compris douches d'hygiène pour les chantiers de niveau 1) ;
 - Des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- 13) Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- 14) Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements spécifiques à la zone de chantier incluant la douche d'hygiène et son positionnement quand elle n'est pas à proximité ; dans les situations où l'utilisation d'eau est limitée ou impossible : la description de la solution alternative de décontamination du personnel et du matériel (exemple : pré-décontamination à sec) ;
- 15) Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets, en fonction des informations de la FEB :
 - Description des conditionnements et conditions de stockage des déchets ;
 - Définition d'une zone de stockage temporaire sur chantier ;
 - Définition des filières d'élimination prévues ;
 - Définition de la fréquence d'enlèvement des déchets ;
- 16) Les horaires de travail et les durées des vacations déterminées en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119 ;
- 17) Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97 ;
- 18) Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- 19) Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- 20) Le nombre de travailleurs impliqués ;
- 21) La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier (par catégorie : encadrement technique, encadrement de chantier, opérateurs). Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail (SST) affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;
- 22) Les coordonnées de l'encadrement technique amiante et du responsable de chantier (mobile) ;
- 23) Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R. 4412-135.

Les documents suivants doivent être annexés au plan de retrait ou d'encapsulage :

- Certification de qualification (version en vigueur) ;
- FDS de tous les produits utilisés dans leur dernière version disponible ;
- Bilan aéraulique et bilan électrique ;
- Stratégie d'échantillonnage et avis du Médecin du Travail, du CSE ou PV de carence le cas échéant sauf pour les FCR;
- Plan du chantier : zone d'intervention, zone d'approche, zone de repos, zone d'entreposage temporaire des déchets, issues de secours, extincteur(s), raccordement aux alimentations (eau, électricité) et au point de rejet des effluents ;
- La liste récapitulative du personnel (sous forme de tableau dans la version la plus récente) avec :

- Type de contrats, aptitudes médicales, attestations de compétences en cours de validité ;
- Formation amiante, SST, et toutes celles nécessaires au chantier;
- DTA et/ou rapport de repérage amiante avant travaux ou démolition ou rapport FCR ;
- Procédure de premiers secours, d'évacuation d'un blessé en cas d'accident ou d'intervention en cas d'incendie, spécifique au site d'accueil.

1.10.4 Annexe 4 : Plan type d'un mode opératoire (SS4 ou FCR ou plomb)

Le mode opératoire (de sous-section 4 ou FCR) est réalisé en fonction des résultats de l'évaluation initiale des risques, pour chaque processus mis en œuvre, et précise notamment :

- 1) La nature de l'intervention ;
- 2) La durée de l'intervention ;
- 3) Les entreprises sous-traitantes ;
- 4) Les matériaux concernés ;
- 5) Le niveau d'empoussièrement (1, 2 ou 3) avec sa justification : le Titulaire doit faire apparaître tout élément de justification et préciser si le chantier à venir fera l'objet d'une mesure de contrôle ; les résultats de mesures antérieures devront être annexées au MOP. Pour les travaux sur FCR/plomb, le Titulaire fournira une estimation de l'empoussièrement généré en fonction de la technique choisie ;
- 6) La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la VLEP (hors FCR/plomb sauf pour la VLEP) en précisant s'il s'agit :
 - D'un plan de contrôle ;
 - D'une stratégie d'échantillonnage (avec avis du Médecin du Travail, du CSE ou PV de carence) hors FCR/plomb ;
- 7) Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;
- 8) Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- 9) Les caractéristiques
 - Des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs, et leur localisation précise (y compris douches d'hygiène pour les chantiers de niveau 1) ;
 - Des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;
- 10) Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements spécifiques à la zone de chantier incluant la douche d'hygiène et son positionnement quand elle n'est pas à proximité ;
- 11) Les procédures de gestion des déchets en fonction des informations de la FEB ;
- 12) Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.

Si le Titulaire dispose d'un MOP générique, il devra le décliner en un MOP spécifique pour l'intervention prévue.

Les documents suivants doivent être annexés au mode opératoire :

- FDS de tous les produits utilisés dans leur dernière version disponible ;
- Bilan aéraulique et bilan électrique le cas échéant ;
- Plan de Contrôle, ou le cas échéant stratégie d'échantillonnage avec avis du Médecin du Travail, du CSE ou PV de carence hors FCR/plomb;
- Plan du chantier : zone d'intervention, zone d'approche, zone de repos, zone d'entreposage temporaire des déchets, issues de secours, extincteur(s), raccordement aux alimentations (eau, électricité) et au point de rejet des effluents ;
- La liste récapitulative du personnel (sous forme de tableau dans la version la plus récente) avec :
 - Type de contrats, aptitudes médicales, attestations de compétences en cours de validité ;
 - Formation amiante, SST, et toutes celles nécessaires au chantier;
- DTA et/ou rapport de repérage amiante avant travaux ou rapport FCR ou rapport plomb;
- Procédure de premiers secours, d'évacuation d'un blessé en cas d'accident ou d'intervention en cas d'incendie, spécifique au site d'accueil.

**BON DE PRODUCTION DE DECHETS DANGEREUX**

(A adresser par mail à MAR_CENTRE DE TRI ou par fax au 358 90)

Lot N°

1. PRODUCTEUR	AREVA <input type="checkbox"/>	CEA <input type="checkbox"/>
Service : Chef d'installation ou RCI: N° Bât. : Correspondant déchets : Tél. : Personne à contacter : Tél. : Lieu d'enlèvement : Contenant des déchets issus de ZNC : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		

2. NATURE DU DECHET

N°ONU	Dénomination du déchet (si possible appellation chimique)	Masse (kg) estimée	Masse C. de Tri	Etat (Liquide, solide, poudre, cristaux, etc...)	Conditionnement

**3. CHEF D'INSTALLATION
ou RCI**

Le chef d'installation ou RCI certifie que les contrôles ont été effectués dans le respect des procédures en vigueur.

Date : Nom : Visa :

4. PASSAGE AU CRCV

Date : Nom : Visa :

Observations :

Bon de production de déchets Dangereux

Lot N°

1. PRODUCTEUR		AREVA <input type="checkbox"/>	CEA <input type="checkbox"/>
Service :		Chef d'installation ou RCI:	
Correspondant déchets :		N° Bât :	
Personne à contacter :		Tél. :	
Lieu d'enlèvement :		Tél. :	
Entreprise de désamiantage :			
Contenant des déchets issus de ZNC : Oui <input type="checkbox"/>		Non <input type="checkbox"/>	

[illegible]

Le chef d'installation ou RCI certifie que les contrôles ont été effectués dans le respect des procédures en vigueur.

Date : Nom : Visa :

Date : Nom : Visa :
Observations :

Page 23 sur 26

1.10.7 Annexe 7 : Expression de besoin de travaux amiante/FCR/plomb

Installation et bâtiments : _____	Indice : A	Date mise à jour : 12/2024
-----------------------------------	---------------	-------------------------------

Demandeur (Nom – Prénom)	Téléphone	Département et Service	Numéro d’imputation	Suppléant en cas d’absence
Référence de l'accord cadre DAPS_S2MN_LFM_CDC_B21-01140		Travaux de retrait d'amiante et d'intervention sur matériaux amiantés, FCR ou plomb en milieu conventionnel		

DESCRIPTION DU BESOIN :

Type d'intervention : ☐ Amiante Sous-Section 4 ☐ Amiante Sous-Section 3 ☐ FCR ☐ plomb
Situation : ☐ Nominale ☐ Urgence suite à incident, justifier : _____

Matériaux				
Dénomination du matériau	Type d'amiante	Présence de FCR	Présence de plomb	Quantités (mètre carré, mètre linéaire ou unité)
		<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	
		<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	
		<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	

Curage vert préalablement à l'intervention (sans lien avec de l'amiante/FCR/plomb) ☐ Non ☐ Oui

Si oui, préciser les éléments à retirer : _____

Curage rouge (retrait d'éléments indissociables et fixés avec de l'amiante/FCR/plomb) ☐ Non ☐ Oui

Si oui, préciser les éléments à retirer : _____

Expression détaillée du besoin :

Références des documents joints (DTA, rapports de repérages avant travaux ou avant démolition, diagnostics plomb, diagnostics FCR, plans, etc...) :

Organismes accrédités mandatés par le CEA (pour les contrôles visuels externes, mesures d'empoussièrément, contrôles surfaciques plomb ou assistance de suivi de chantier) :

—

Date de la visite préalable : _____

Date souhaitée de remise de la proposition : _____

Nota : le Cahier des Charges prévoit que le délai de remise des offres est de 10 jours minimum après la visite sauf urgence suite à incident dument justifiée.

Dates souhaitées d'intervention :**Horaires de travail:**☐ Horaires ouverts ☐ Horaires non ouverts

RESSOURCES / EFFLUENTS :

	A la charge de :	
	Titulaire	CEA
Alimentation en électricité <i>Nota : l'Annexe spécifique Marcoule prévoit que le Titulaire doit être autonome pour la fourniture de l'électricité nécessaire à la réalisation du chantier amianté ou FCR, sauf spécification contraire indiquée dans la FEB.</i> <i>Si le CEA est amené à mettre à disposition une alimentation électrique, le Titulaire communiquera son besoin en puissance électrique et fournira la liste et les caractéristiques de ses équipements (extracteurs, éclairages, aspirateurs...).</i>	<input type="checkbox"/> Alimentation autonome en électricité	<input type="checkbox"/> Identification des points de raccordement électrique le cas échéant : _____
Alimentation en électricité (secours) <i>Nota le Cahier des Charges prévoit que le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire un système de secours comme un groupe électrogène</i> Type de matériel mis à disposition : _____		<input type="checkbox"/>
Coffret de chantier électrique <i>Nota : le Cahier des Charges prévoit que :</i> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture, l'installation et le raccordement des coffrets de chantier sont à la charge du Titulaire ; - Un contrôle par un organisme accrédité doit être réalisé, à la charge du Titulaire, après chaque installation d'un coffret de chantier. - Le raccordement du coffret dans une armoire électrique appartenant au CEA est à la charge du CEA. - Après sa mise en place, le Titulaire remet le PV de conformité de l'installation électrique. <i>L'Annexe spécifique Marcoule prévoit que lorsque le coffret de chantier est fourni et raccordé par le CEA, le CEA fournira au Titulaire le PV de conformité de l'installation électrique.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Air respirable <i>Nota : le Cahier des Charges prévoit que, sauf indications contraires, l'air respirable est à la charge du Titulaire.</i> <i>L'Annexe spécifique Marcoule prévoit que par dérogation, et après autorisation accordée par le Directeur de Centre en application de la procédure SEC-026, le CEA peut fournir de l'air respirable aux salariés d'une entreprise extérieure. Dans ce cas, le Titulaire devra réaliser ou faire réaliser un contrôle ponctuel journalier de la qualité de l'air. L'utilisation du CUBAIR est interdite.</i>	<input type="checkbox"/> Alimentation autonome en air respirable	<input type="checkbox"/> Identification des points de raccordement à l'air respirable le cas échéant : _____
Alimentation en eau <i>Nota : l'Annexe spécifique Marcoule prévoit que le Titulaire doit être autonome pour la fourniture de l'eau nécessaire à la réalisation du chantier, sauf spécification contraire indiquée dans la FEB</i> <i>Le Cahier des Charges prévoit que quand un point d'eau sera mis à disposition du Titulaire, il restera à sa charge de mettre en place les moyens d'alimentation jusqu'au chantier.</i>	<input type="checkbox"/> Alimentation autonome en eau	<input type="checkbox"/> Identification des points de raccordement d'eau le cas échéant : _____
Rejet des effluents <i>Nota : Le Cahier des Charges prévoit que le Titulaire devra récupérer dans des contenants tampons adaptés (de type Grands Récipients pour Vrac), l'ensemble des effluents générés lors du chantier (eau des douches notamment) pour analyse avant l'acceptation de rejet dans le réseau des effluents industriels du Centre.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Identification des points de rejet des effluents : _____
Contrôles surfaciques plomb <i>Nota : Le Cahier des Charges prévoit que le Titulaire pourra être amené à réaliser des contrôles surfaciques avant et après travaux de retrait de plomb</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Demandes d'analyses médicales complémentaires <i>Nota : Le Cahier des Charges prévoit que le Titulaire pourra être amené à réaliser une surveillance médicale complémentaire</i> Analyses de plombémie avant et après intervention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Demandes d'analyses complémentaires FCR <i>Nota : Le Cahier des Charges prévoit que le Titulaire pourra être amené à réaliser des mesures atmosphériques complémentaires au poste de travail METOP FCR</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Demandes d'analyses complémentaires Plomb <i>Nota : Le Cahier des Charges prévoit que le Titulaire pourra être amené à réaliser des mesures atmosphériques complémentaires au poste de travail METOP Plomb</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

GESTION DES DECHETS :

Fourniture du/des conditionnements :

- ☐ À la charge du Titulaire
☐ À la charge du CEA

Transport :

- ☐ À la charge du CEA (transport par l'exploitant du Centre de Tri de Marcoule)
☐ Ou à la charge du Titulaire en interne Centre vers le Centre de Tri de Marcoule (en-dessous des seuils ADR)
☐ Ou à la charge du Titulaire en externe (prise en charge et évacuation des déchets)

CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION :

Horaires d'intervention (envisagés ou impératifs) pour cette opération : _____

Présence de personnel à proximité (risque d'interférences possible hors zone à risque amiante ou FCR ou plomb) :

☐ Non ☐ Oui, préciser : _____

Matériels non déplaçables restant sur la zone de travaux (équipements, mobiliers...) :

☐ Non ☐ Oui, préciser : _____

Fluides et états de consignation (électricité, eau, gaz, effluents...) prévisibles :

- fluides consignés : _____
- fluides non consignables : _____

Contraintes dues à l'exploitation des installations (accessibilité de l'exploitant à certains équipements) :

☐ Non ☐ Oui, préciser : _____

Risques, contraintes et exigences spécifiques (ex : risque sodium, électrique, anoxie, conditions météorologiques...) : _____

Travail en hauteur : ☐ Non ☐ Oui, préciser : _____

Moyens d'accès : _____

Moyens d'extinctions spécifiques selon installation (ex : marcalina sur Phénix) : ☐ Non ☐ Oui, préciser : _____

Matériels prêtés (ex : tenues NOMEX) : ☐ Non ☐ Oui, préciser : _____

Mesures d'empoussièrement spécifiques complémentaires, à la demande du CEA :

☐ Non ☐ Oui, préciser : _____

Formations spécifiques nécessaires selon les installations : ☐ Non ☐ Oui, préciser : _____

Visite FLS avant démarrage à prévoir : ☐ Non ☐ Oui

Autres (préciser) : _____

EMISSION DE LA FEB :

	Demandeur	CI/RCI	Chef de Service	Pilote du contrat ou Chargé d'Affaire de l'intervention
Nom				
Date				
Visa				

Le projet de FEB doit être transmis pour avis préalable au référent amiante centre.

DIFFUSION DE LA FEB : signataires + référent amiante centre